Réponse à divers postulats, motions et pétitions

Rapport-préavis N° 2007/25

Lausanne, le 3 mai 2007

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

1. Objet du rapport-préavis

Comme elle l'a déjà fait à plusieurs reprises, la Municipalité a rassemblé, dans le présent rapport-préavis, ses réponses à plusieurs initiatives de conseillers communaux portant sur des objets très divers mais partageant la caractéristique commune, à ses yeux, de pouvoir être traitées de manière relativement succincte. Elle répond en outre à plusieurs pétitions qui lui avaient été renvoyées « pour étude et rapport-préavis » (art. 65, lit 1 RCC). Les réponses ont été groupées par direction, dans l'ordre chronologique de leur renvoi à la Municipalité.

2. Table des matières

1. Objet du rapport-préavis	1
2. Table des matières	1
3. Administration générale et finances	2
3.1 Pétition de M. Carl Kyril Gossweiler «Pour une meilleure transparence et connaissance des coûts»	2
3.2 Motion de M. Jean-Christophe Bourquin – «Pour un exercice d'assouplissement budgétaire»	3
3.3 Motion de Mme Magali Zuercher — « Pour une impression plus rationnelle du Bulletin des séances du Conseil communal »	4
3.4 Postulat de Mme Marlène Bérard — « Un état civil plus proche de ses citoyens »	5
4. Direction des travaux	6
4.1 Pétition de M. Olivier Moeschler et consorts (1378 signatures) demandant le rétablissement de passages pour piétons et la mise en place de mesures d'aménagement et de modération du trafic dans la nouvelle zone 30 du quartier « France – Collonges – Maupas – Beaulieu »	6

4.2	Motion de M. Yves-André Cavin — « Pour une sécurité optimale de tous les habitants et usagers de l'avenue d'Echallens »	9
5.	Enfance, jeunesse et éducation	11
5.1	Pétition des habitants du quartier de Chailly du 12 juillet 1979 demandant la création à Chailly d'une garderie et d'une halte-garderie ainsi que la mise à disposition de locaux pour le centre de loisirs	11
6.	Services industriels	12
6.1	Motion de M. Fabrice Ghelfi — « Pour un plan lumière en ville de Lausanne. Et si la cathédrale était éclairée à l'énergie solaire ? »	12
7.	Conclusions	13

3. Administration générale et finances

3.1 Pétition de M. Carl Kyril Gossweiler «Pour une meilleure transparence et connaissance des coûts» (une signature)

3.1.1 Rappel de la pétition

La pétition demande « de tout mettre en oeuvre, et dans la mesure du possible, pour mieux informer les citoyens contribuables des coûts des prestations / subventions fournies par la Ville, cela dans tous les cas où les chiffres sont connus et donc facilement disponibles sans besoin d'analyses coûteuses ». Elle a été déposée le 17 octobre 2001¹ puis, sur proposition de la Commission des pétitions, renvoyée le 9 avril 2002 à la Municipalité pour rédaction d'un rapport-préavis (selon art. 65, litt. a RCC)².

3.1.2 Réponse de la Municipalité

L'examen des considérations émises par l'auteur de la pétition appelle les commentaires et remarques suivants :

Tout d'abord, il convient de préciser que les brochures du budget et des comptes de la Ville sont en vente, dans la limite des stocks disponibles, au prix de 35 francs (et non pas de 60 francs comme indiqué dans la pétition). Ces brochures comportent un chapitre consacré à la **classification fonctionnelle** des dépenses, laquelle consiste en une ventilation statistique du compte de fonctionnement d'après la nature des tâches (une quarantaine de rubriques). Ces données sont calculées après déduction de toutes les recettes directement en relation avec les tâches exécutées et répondent grosso modo à la question de savoir **de quelle manière sont dépensés les impôts**.

Pour faciliter la consultation de ces informations, la Municipalité propose, à partir du bouclage des comptes 2006, que les quelques pages en question soient affichées sur le site Internet de la Ville.

Présentement, la Confédération a introduit un nouveau modèle de comptes orienté vers les normes internationales (IPSAS - International Public Sector Accounting Standards) visant à harmoniser la présentation des comptes publics et des statistiques y relatives. Parallèlement, s'inspirant de cette démarche, la Conférence des directeurs cantonaux des finances a mis en consultation, en février 2007, un nouveau manuel de comptabilité. Celui-ci introduit une classification fonctionnelle détaillée des coûts (par secteur d'activité) compatible avec la nomenclature internationale.

A terme d'un à deux ans, l'Etat de Vaud devrait avoir achevé sa révision en profondeur du règlement sur la comptabilité des communes. Celui-ci s'inspirera des exemples de la Confédération et des cantons. Le cas

¹ BCC 2001, II, pp. 145 ss

² BCC 2002, I, pp. 511-512

échéant, les élus et les citoyens disposeront de données financières plus complètes et comparables dans le temps. Précisons, pour clore ce chapitre, que la Municipalité a déjà entrepris une démarche de modernisation par étapes de ses comptes et états financiers. Au terme de ce travail d'envergure, la Municipalité aura la satisfaction de pouvoir publier des budgets et des comptes très détaillés et enrichis de nouvelles données financières.

S'agissant ensuite des **subventions**, rappelons, d'une part, qu'elles figurent en détail dans les brochures annuelles des comptes et du budget et, d'autre part, qu'un Catalogue informatisé a été récemment mis au point. Il est constitué actuellement de plus de 300 fiches ainsi que de différents répertoires facilitant la recherche. Pour l'heure, ces fiches sont destinées à l'information des membres du Conseil communal en général et aux membres de la Commission permanente des finances en particulier.

Quant à l'affichage dans les différents lieux subventionnés de l'effort financier consenti par la Ville, il pourrait entraîner, dans certains cas, davantage de confusion et de polémique que de transparence. En effet, outre le fait qu'une telle démarche pourrait être considérée par l'institution bénéficiaire comme une ingérence exagérée dans son exploitation, les chiffres pourraient être mal interprétés dans la mesure où la Ville n'est pas forcément l'unique organe de subventionnement et que son aide ne vise pas toujours directement la production d'événements quantifiables (spectacles/spectateurs), mais la pérennité jugée nécessaire d'une institution culturelle, sportive ou sociale. Par ailleurs, le calcul du coût d'une prestation peut aboutir à des résultats extrêmement différents suivant le degré de complétude que l'on veut obtenir et suivant la définition de la prestation que l'on retient.

Pour ce qui concerne les **panneaux d'information sur les chantiers**, il semble à première vue que la mention du montant du crédit accordé ou de la tranche du crédit d'extension prévue pour les travaux concernés ne doive pas poser de problèmes insurmontables; toutefois, on peut sérieusement se poser la question de son utilité et de son opportunité. La Municipalité n'y est pas favorable.

En application de l'art. 67 RCC, la Municipalité a informé M. Gossweiler de la suite donnée à sa requête en lui adressant un exemplaire du présent rapport-préavis

3.2 *Motion de M. Jean-Christophe Bourquin – «Pour un exercice d'assouplissement budgétaire»*

3.2.1 *Rappel de la motion*

La motion estime que certains principes budgétaires (notamment la spécialité qualitative, quantitative et temporelle) qui régissent actuellement la comptabilité publique dans le canton de Vaud sont trop rigides pour les postes du chapitre 31 "Biens, services et marchandises" du compte de fonctionnement. Elle demande un assouplissement des dispositions en vigueur en vue d'alléger les procédures administratives et de donner une certaine marge de manœuvre aux différents services de l'Administration communale.

La motion a été déposée le 27 janvier 2004³. Après examen par une commission, elle a été renvoyée à la Municipalité le 31 août de la même année, votre Conseil acceptant de prolonger de six à dix-huit mois le délai imparti pour y répondre⁴. Estimant que la réponse à cette motion dépendait du Règlement sur la comptabilité des communes dont la révision par les autorités cantonales n'a pas encore commencé, la Municipalité avait proposé son classement dans son rapport no 2006/1 sur l'état des motions, postulats et projets de règlement en suspens⁵. Votre Conseil n'a pas souscrit à cette proposition. En sa séance du 13 février 2007, il a fixé au 31 décembre 2007 le délai de réponse à cette motion⁶.

³ BCC 2003-2004, II, p. 867

⁴ BCC 2004, II, pp. 815-816

⁵ BCC à paraître

⁶ BCC à paraître

3.2.2 Réponse de la Municipalité

La Municipalité confirme que les dispositions légales en vigueur — notamment celles du Règlement sur la comptabilité des communes du 14 décembre 1979 — ne permettent pas de donner une réponse positive à la motion Bourquin.

La Confédération a introduit cette année un nouveau modèle de comptes qui s'approche des normes comptables internationales. La Conférence des directeurs cantonaux des finances vient de mettre en consultation la révision du manuel de comptabilité harmonisée (MCH2). Encore à l'état de projet, les nouvelles dispositions tendent vers un certain assouplissement de la rigueur budgétaire.

L'autorité de surveillance des communes vaudoises vient de confirmer sa décision de mettre sur pied un groupe de travail chargé de proposer de nouvelles règles s'inspirant des modèles précités. Il y aura dès lors lieu de reconsidérer la question en temps opportun, soit lorsque l'Etat aura revu la Loi sur les communes ainsi que le Règlement sur la comptabilité des communes, probablement dans le sens souhaité par l'auteur de la motion, en principe à partir de 2009.

Contacté individuellement, l'auteur de la motion a déclaré approuver cette réponse

3.3 Motion de Mme Magali Zuercher — « Pour une impression plus rationnelle du Bulletin des séances du Conseil communal »

3.3.1 Rappel de la motion

Cette initiative demande à la Municipalité « d'examiner puis de définir un mode de diffusion du Bulletin du Conseil communal (BCC) allant dans le sens du développement durable ». Elle propose de remettre aux conseillers communaux qui le désirent un CD-ROM rassemblant plusieurs BCC ainsi que les annexes à certains préavis (plans notamment) qui ne sont pas imprimés dans le BCC. Développée le 30 mars 2004, la motion a été soumise à l'examen d'une commission qui a rapporté le 5 octobre 2004. Après discussion, votre Conseil a suivi la recommandation qui lui était adressée et a renvoyée la motion à la Municipalité, pour étude et rapport⁷.

3.3.2 Réponse de la Municipalité

Les membres du Conseil communal reçoivent systématiquement et régulièrement⁸ l'ensemble des documents soumis au délibérant lausannois (préavis, rapport-préavis, rapports, communications, nomination de commissions, etc.). Ils reçoivent en outre le Bulletin du Conseil communal, au fur et à mesure de sa publication, sous forme de cahiers imprimés. Ce document est volumineux. Il peut représenter plus de deux mille pages par année. Les conseillers communaux reçoivent en outre, chaque année, des documents tels que projet de budget, comptes ou rapport de gestion.

Bon nombre de ces documents sont accessibles – et téléchargeables – sur le site Internet de la Ville de Lausanne. C'est notamment le cas de l'intégralité des préavis, rapport-préavis et rapports ainsi que du projet de budget, de la brochure des comptes et du rapport de gestion. Les pages réservées au Conseil communal sur le site www.lausanne.ch permettent pour leur part d'accéder au BCC et aux décisions du Conseil communal (documents en format pdf). Les outils associés à ce format permettent d'opérer des recherches dans le texte.

Eu égard à ce qui précède, la Municipalité répond comme suit aux demandes formulées dans la motion :

— Version imprimée du BCC

Pour différents motifs, la Municipalité ne saurait renoncer à l'impression du BCC. Il suffit à cet égard de mentionner l'obligation d'en verser des exemplaires aux archives ainsi que la nécessité de pouvoir

⁷ BCC 2003-2004, II, p. 887; BCC 2004-2005, I, pp. 219 ss et BCC 2004-2005, II, pp. 34 ss.

⁸ Le rythme est pratiquement hebdomadaire.

mettre ce document à disposition de ceux qui ne sont pas en mesure d'en prendre connaissance sous une autre forme (électronique en particulier). La Municipalité peut en revanche chercher à limiter le nombre d'exemplaires imprimés. Dans cette perspective, elle proposera aux conseillers communaux élus (ainsi qu'aux trois premiers « viennent ensuite »⁹) de s'abonner gratuitement à cette publication, ceux n'ayant pas expressément déclaré vouloir recevoir le BCC sous forme de document papier étant réputés avoir choisi d'en prendre connaissance sous forme électronique. La Municipalité a par ailleurs décidé de ne plus diffuser gratuitement le BCC à des tiers mais d'offrir aux intéressés de s'acquitter d'un abonnement couvrant au moins une partie des frais (de confection et d'envoi). Des exceptions (gratuité) seront néanmoins prévues dans un certain nombre de cas (professionnels de l'information en particulier).

— Version électronique du BCC

Le BCC étant facilement accessible au moyen d'Internet, la Municipalité n'entend pas remplacer son envoi sous forme de document imprimé par l'envoi de fichiers électroniques enregistrés sur des supports de type CD-ROM. Elle cherchera le meilleur moyen de signaler aux membres de votre Conseil la parution de chaque nouveau cahier. S'agissant des annexes pertinentes (plans, etc.) non publiées dans le BCC, elle veillera à ce qu'ils soient disponibles sur le site www.lausanne.ch.

3.4 *Postulat de Mme Marlène Bérard — « Un état civil plus proche de ses citoyens »*

3.4.1 *Rappel du postulat*

Le postulat demande d'une part que la salle du Conseil communal puisse être utilisée à l'occasion de cérémonies de mariage civil rassemblant trop de personnes pour pouvoir se dérouler dans la salle des mariages et, d'autre part, que la possibilité soit offerte de pouvoir se marier le samedi également. Il a été déposé le 3 octobre 2006 et renvoyé à la Municipalité le 21 novembre de la même année¹⁰.

3.4.2 *Réponse de la Municipalité*

La mise à disposition des salles de mariage¹¹ est réglée par la loi sur l'état civil (LEC) du 25 novembre 1987 et par son règlement d'application (RLEC) du 10 janvier 2007.

Art. 10 LEC — Salle des mariages

¹ Dans chaque arrondissement, il y a une salle des mariages qui doit en règle générale se trouver dans la localité principale de l'arrondissement. Le Conseil d'État fixe dans un règlement le nombre et le lieu des autres salles de mariage d'un même arrondissement.

² Elle est fournie et aménagée aux frais de la commune, dans un bâtiment communal qui se prête à cet usage ; elle doit être agréée par le département.

Art. 19 RLEC — Célébration des mariages

¹ (...)

² (...)

³ Les mariages sont célébrés du lundi au vendredi, de 8 heures à 17 heures, ainsi que les deuxième et quatrième samedis de chaque mois, de 10 heures à 17 heures.

⁴ Chaque arrondissement dispose de salles de mariage dont la liste est annexée au présent règlement pour en faire partie intégrante¹².

⁹ Liste tenue à jour au fur et à mesure des modifications de la composition du Conseil communal.

¹⁰ BCC 2006, II, à paraître.

¹¹ L'enregistrement des partenariats peut également se dérouler dans ces salles.

¹² Lausanne, Prilly et Pully en ce qui concerne l'arrondissement de Lausanne.

L'art. 21 RLEC prévoit encore la mise à disposition de salles particulières pour la célébration des mariages ou l'enregistrement des partenariats. Il s'agit d'offrir aux intéressés la possibilité de célébrer leur mariage ou l'enregistrement de leur partenariat dans un cadre remarquable, permettant de rassembler un grand nombre de personnes. Ces salles sont aménagées aux frais de ceux qui les mettent à disposition, lesquels peuvent, en retour, facturer leurs prestations. En charge de ce dossier, le Service de la population a pris contact avec l'administration communale pour examiner si et à quelles conditions les autorités lausannoises pourraient compléter la liste des salles particulières déjà recensées. Les vérifications opérées auprès des services a priori concernés (Forêts, domaines et vignobles ainsi que Logement et gérances) ont débouché sur le constat que Lausanne n'est pas en mesure d'offrir de telles salles.

Ces éléments étant précisés, la Municipalité répond comme suit aux questions posées dans le postulat :

— Mise à disposition de la salle du Conseil communal

Elle aurait pu être envisagée dans le cadre de l'application de l'art. 21 RLEC (en qualité de « salle particulière ») mais sa transformation imminente en vue d'améliorer les conditions de travail du délibérant la rendra impropre à l'usage souhaité. La Municipalité renonce à entrer en matière et à étudier les travaux qui auraient été nécessaires pour l'adapter aux besoins de l'état civil.

— Ouverture de la salle des mariages deux samedis par mois

La Municipalité n'est pas opposée à accéder à cette demande. Elle observe cependant que les rassemblements accompagnant souvent la célébration de mariages ou l'enregistrement de partenariats dans les parages de l'Hôtel de ville lui paraissent difficilement compatibles avec la tenue du marché du samedi sur la place de la Palud. En outre, mettre à disposition la salle des mariages le samedi suppose de trouver un accord au sujet des coûts accessoires représentés par la mobilisation du collaborateur chargé d'ouvrir puis de fermer l'Hôtel de ville et de vérifier que nul ne cherche à accéder aux espaces réservés à l'administration (0,1 EPT en première analyse).

Une proposition allant dans le sens du postulat a été adressée au Service de la population. En cas d'accord, il reviendra à ce dernier (par l'intermédiaire de l'officier d'état civil de l'arrondissement) d'avertir les fiancés et partenaires d'avoir à prendre les mesures qui s'imposent pour ne pas perturber le déroulement normal du marché.

4. Direction des travaux

*4.1 Pétition de M. Olivier Moeschler et consorts (1378 signatures)
demandant le rétablissement de passages pour piétons et la mise en place de mesures d'aménagement
et de modération du trafic dans la nouvelle zone 30 du quartier
« France – Collonges – Maupas – Beaulieu »*

4.1.1 Rappel de la pétition

Dans le cadre de la mise en place, en octobre 2005, d'une zone à vitesse limitée à 30 km/h dans le quartier « France – Collonges – Maupas » (délimitée par les avenues d'Echallens, de Beaulieu, des Bergières et par le chemin de Montétan) seize passages pour piétons sur vingt-quatre ont été supprimés, à l'exception de ceux situés aux abords des écoles. Cette suppression a provoqué une levée de boucliers de la part des habitants, manifestée par une pétition d'environ 1400 signatures déposée le 22 novembre 2005¹³.

Par cette pétition, les habitants soutiennent la mise en place d'une zone 30 dans le quartier « France – Collonges – Maupas » mais demandent le rétablissement sans délai de tous les passages nécessaires à la sécurité et aux besoins spéciaux des piétons de ce secteur, en particulier des enfants et personnes à

¹³ BCC 2005-2006, Tome I, p.1038

mobilité réduite. De plus, ils souhaitent l'installation de mesures complémentaires d'aménagement et de modération du trafic afin de faire respecter la vitesse maximale autorisée.

La pétition a été examinée par la Commission permanente des pétitions lors de sa séance du 24 mars 2006. Le 29 août 2006, le Conseil communal décidait de la renvoyer à la Municipalité pour étude et rapport-préavis, en vertu de l'art. 65 *lit. a)* du Règlement du Conseil communal¹⁴.

4.1.2 Réponse de la Municipalité

La Ville de Lausanne a reçu, en 2001 et 2002, deux pétitions des habitants du quartier du Maupas demandant que des mesures soient prises pour améliorer la sécurité et réduire les nuisances sonores dues au trafic automobile. Pour répondre à ces attentes, différents aménagements ont été mis en place, dont l'instauration d'un sens unique, à l'essai, sur le tronçon de la rue du Maupas compris entre l'avenue Alain-Gindroz et la rue de l'Ecole-de-Commerce. Ce sens unique a fait l'objet d'une pétition déposée en novembre 2003 et munie de 60 signatures de commerçants du quartier, demandant le réexamen de la situation. Celle-ci a été suivie d'une autre pétition, déposée en décembre de la même année et signée par 915 personnes, dont 487 Lausannois, demandant la suppression du sens unique. Enfin, une dernière pétition, déposée en mars 2004 et signée par 157 personnes demandait le maintien des mesures prises.

Trois séances ont été organisées dans le quartier afin de faire participer les habitants aux réflexions menées en vue de l'amélioration de la sécurité. Lors de la dernière séance, tenue le 27 avril 2005, les habitants ont décidé, par vote, de supprimer le sens unique, de mettre en place une interdiction de tourner à droite au débouché de la rue du Maupas sur l'avenue de Beaulieu et de mettre en place une zone 30 dans le secteur « France – Maupas ». A cette occasion, il a été rappelé aux habitants que les lois en vigueur, qui régissent la mise en place des zones 30 imposent notamment de supprimer les passages pour piétons à l'intérieur de celle-ci (voir Ordonnance sur les zones 30 et les zones de rencontre, art. 4, al. 2 rappelée plus bas dans le texte).

La mise en place de ces aménagements a permis de diminuer d'une manière significative la circulation de transit et de réduire la vitesse des véhicules. En effet, les mesures de trafic effectuées en septembre 2006 indiquent une diminution globale du trafic de 44 % et une baisse des vitesses de 4 à 12 km/h selon les rues. Les vitesses respectées par le 85% des véhicules (v_{85}) sont de 33 à 37 km/h à l'avenue de France, de 36 à 39 km/h sur l'axe Maupas-Collonges et de 36 km/h à l'avenue du Vingt-Quatre-Janvier.

En réponse immédiate à la pétition Moeschler et consorts, quatre passages pour piétons ont été rétablis en décembre 2005. La zone 30 dénombrait alors douze passages pour piétons sur un total de vingt-quatre avant la limitation à 30 km/h. En complément, des marquages « 30 » et « zone 30 » ont été balisés sur la chaussée et des cases de stationnement de l'avenue Collonges ont été disposées en épi pour modérer le trafic. Un quai d'arrêt des transports publics (tl) de 2 m de large a été construit au droit de l'église Saint-Paul afin de casser la trajectoire rectiligne de la route dans ce secteur et plusieurs blocs en béton rose, caractéristiques des zones 30, ont été ajoutés.

Selon le droit sur la circulation routière, la mise en place des zones 30 est régie par l'Ordonnance sur les zones 30 et les zones de rencontre, du 28 septembre 2001, qui stipule à son art. 4, alinéa 2 : « *l'aménagement de passages pour piétons n'est pas admis. Dans les zones 30, il est toutefois permis d'aménager des passages pour piétons lorsque des besoins spéciaux en matière de priorité pour les piétons l'exigent, notamment aux abords des écoles et des homes* ». Cet article a été voulu par le législateur afin de supprimer toute signalisation superflue à l'intérieur de la zone, d'atténuer sensiblement l'aspect routier des rues et de créer un espace ouvert à tous, handicapés ou non, jeunes ou âgés, motorisés ou non. Le renoncement aux passages pour piétons donne le droit aux piétons de

¹⁴ BCC 2006-2007, Tome I, pp. 116-119

traverser la chaussée où bon leur semble, ce qui doit amener l'automobiliste à redoubler d'attention et à respecter les piétons qui souhaitent s'engager sur la chaussée. Interrogé à ce sujet, l'Office fédéral des routes a précisé qu'un trop grand nombre de passages pour piétons dans les zones 30 aurait au contraire une influence négative sur la coexistence évoquée ci-dessus car les piétons seraient alors contraints d'utiliser les passages pour piétons lorsque ceux-ci se trouvent à une distance inférieure à 50 m.

Les premières zones 30 ont été mises en place à Lausanne en 1995. A cette époque, la loi était moins contraignante en ce qui concerne la suppression des passages pour piétons, ce qui a conduit à l'installation de nombreuses zones où les passages ont été simplement maintenus. Suite à l'adoption de l'Ordonnance susmentionnée, le Canton, par l'intermédiaire de son service des routes, a interpellé la Municipalité, l'invitant à adapter ses zones 30 au droit fédéral en vigueur.

Durant le deuxième semestre de 2006, un audit des zones 30 lausannoises a été confié à un bureau spécialisé. D'une manière générale, l'expert recommande d'étendre la règle de la priorité de droite dans les carrefours et de diminuer le nombre existant de passages pour piétons. Pour la zone 30 « France – Maupas » en particulier, il propose d'en enlever quatre. En complément, des éléments physiques de modération du trafic doivent être construits dans les rues où les vitesses restent trop élevées.

Compte tenu de ce qui précède, la Municipalité répond comme suit aux demandes formulées dans la pétition :

— Rétablissement de passages pour piétons

Un mois après le dépôt de la pétition demandant de rétablir tous les passages pour piétons nécessaires à la sécurité, et après une analyse locale détaillée en collaboration avec un représentant de la prévention routière et des collaborateurs locaux du « pédibus », la Municipalité a fait baliser quatre de ceux qui avaient été supprimés, soit trois à l'avenue de France et un à la rue du Maupas. A la lecture des recommandations de l'expert auditeur des zones 30 et de l'avis du Service cantonal des routes, le nombre de passages pour piétons actuel devrait être diminué pour autant que des mesures physiques de modération du trafic soient prises. Bien que ces dernières soient planifiées, la Municipalité n'envisage pas pour autant de diminuer le nombre actuel de passages pour piétons, car elle entend confirmer l'engagement pris lorsqu'elle a rétabli les quatre traversées balisées précitées.

— Mise en place de mesures physiques complémentaires de modération du trafic

Des aménagements complémentaires de modération du trafic sont proposés dans les rues où les vitesses et le trafic sont les plus élevés. Du fait de la présence des transports publics sur les deux grands axes, le choix s'est porté sur des seuils de ralentissement d'une géométrie compatible avec le passage des véhicules tl.

A l'avenue de France, cinq seuils répartis dans la rue sont prévus aux endroits où les conducteurs ont tendance à accélérer. L'effet de cette mesure modératrice s'ajoute à ceux obtenus par le respect de la priorité de droite au carrefour avec la rue de l'Ecole-de-Commerce et par l'arrêt sur chaussée des tl devant l'église Saint-Paul.

Sur l'axe Collonges – Maupas, quatre seuils ralentiront le trafic, en supplément des effets dus au respect de la priorité de droite aux carrefours avec le chemin des Aubépines et la rue de l'Ecole-de-Commerce, ainsi qu'à la présence des zones de parcage en épi rétrécissant la chaussée. A l'avenue du Vingt-Quatre-Janvier, un seuil de ralentissement sera construit au droit du passage pour piétons existant.

Avant leur réalisation, les seuils de ralentissement feront l'objet d'une mise à l'enquête publique selon la Loi sur les routes.

L'ensemble de ces travaux est estimé à environ 70'000 francs. Leur réalisation devrait intervenir en automne 2007 et la dépense pourrait être prélevée sur le crédit-cadre annuel 2007 du service des routes et de la mobilité.

En application de l'art. 67 RCC, la Municipalité a informé M. Moeschler de la suite donnée à sa requête en lui adressant un exemplaire du présent rapport-préavis et en le chargeant d'en informer les cosignataires de la pétition.

4.2 *Motion de M. Yves-André Cavin — « Pour une sécurité optimale de tous les habitants et usagers de l'avenue d'Echallens »*

4.2.1 *Rappel de la motion*

M. Yves-André Cavin a déposé une première motion le 1^{er} juillet 2002¹⁵ demandant d'améliorer la situation des transports publics sur l'avenue d'Echallens. Celle-ci a été renvoyée directement à la Municipalité le 3 septembre 2002¹⁶ pour étude et rapport. Le motionnaire constatait que les convois du LEB circulent, dans le sens sortie ville, sur le côté gauche de l'avenue d'Echallens en empruntant une voie également utilisée par les bus en sens contraire. Il décrivait cette situation comme dangereuse et demandait l'introduction de mesures permettant d'éviter ce conflit entre les deux convois.

Par le rapport-préavis n° 2003/64 du 27 novembre 2003¹⁷, la Municipalité a répondu à M. Cavin que la situation de l'époque était jugée satisfaisante par les compagnies de transports publics concernées et qu'il n'y avait pas lieu de procéder à des modifications. Finalement, considérant que l'augmentation de la fréquence du LEB prévue à court terme allait créer une situation d'insécurité plus importante pour les usagers de cette avenue, le Conseil Communal a refusé la réponse de la Municipalité en sa séance du 4 mai 2004¹⁸.

Faisant suite à cette décision, Monsieur Cavin a déposé une deuxième motion le 25 mai 2004¹⁹, renvoyée à la Municipalité le 15 juin 2004²⁰, demandant d'améliorer la sécurité des usagers et habitants de l'avenue d'Echallens. Le motionnaire y mettait l'accent sur l'accroissement des conflits entre les véhicules et les piétons suite à l'augmentation planifiée de la fréquence du LEB.

4.2.2 *Réponse de la Municipalité*

Il est vrai que depuis la réponse à la première motion de M. Cavin, la planification du LEB a évolué considérablement. A moyen et long terme, ce chemin de fer est appelé à jouer un rôle d'ossature régionale des transports publics qui pourrait également englober les lignes tl 7 et 9. Dans l'attente de ces réalisations qui devraient bouleverser en profondeur le contexte des transports publics le long de cette avenue, le Canton envisage, dès 2008 voire 2009, d'augmenter la fréquence de passage du LEB au quart d'heure entre Lausanne et Cheseaux. Pour ce faire, il prévoit un investissement de 12 millions de francs incluant diverses améliorations techniques sur la ligne, la principale consistant en une voie de croisement à la station de Prilly-Union.

¹⁵ BCC 2002, tome II, p. 12

¹⁶ BCC 2002, tome II, pp. 282-283

¹⁷ BCC 2004-2005, tome I, pp. 357-359

¹⁸ BCC 2004-2005, tome I, pp. 360-362

¹⁹ BCC 2004-2005, tome I, p.449

²⁰ BCC 2004-2005, tome I, pp. 582-584

Cette augmentation de la fréquence de passage des rames du LEB créera une situation plus compliquée à gérer au niveau de la cohabitation des différentes activités de cette avenue. Une étude a été entreprise afin de s'assurer de la compatibilité des projets d'augmentation de la fréquence du LEB avec les contraintes de sécurité des riverains. Elle a été financée par un compte d'attente de 25'000 francs ouvert par la Municipalité le 6 octobre 2005 ayant donné lieu, le 10 octobre 2005, à une communication à la Commission des finances puis, le 30 novembre 2005, au Conseil communal²¹. Cette étude a aussi permis d'évaluer les différentes propositions émises par le motionnaire et d'en retenir un certain nombre.

Un groupe de travail réunissant tous les partenaires concernés, LEB, tl, Direction des travaux et ingénieur mandaté a été constitué afin de suivre l'étude. Il a procédé à une analyse détaillée de l'accidentologie, des propositions du motionnaire ainsi que d'autres mesures imaginées pour améliorer la sécurité à court terme sur cette avenue. Les mesures retenues sont les suivantes :

- pose d'une barrière le long du trottoir sud pour protéger les piétons ;
- fermeture de la ruelle privée reliant l'avenue Recordon à celle d'Echallens par la pose d'une barrière à son débouché sur l'avenue d'Echallens ;
- coloration de la totalité de la surface inter-rail sur toute l'avenue, y compris au carrefour de Montétan ;
- amélioration de l'éclairage public de l'avenue y compris au carrefour de Montétan ;
- interdiction des mouvements de tourner à gauche vers les deux contre-allées et vers la ruelle rejoignant l'avenue Recordon. Notons que cette mesure n'a pas fait l'unanimité lors d'une présentation de ces propositions aux habitants et riverains. Finalement, le tourner à gauche vers la contre-allée ouest sera maintenu, ce qui constitue un compromis acceptable entre les besoins d'accessibilité des usagers et ceux liés à la sécurité.

La pose d'une signalisation lumineuse et/ou sonore n'a pas été retenue car les inconvénients ont été jugés supérieurs aux avantages. Il en va de même de la proposition demandant la séparation complète du trafic tl et LEB, sachant qu'aucun accident impliquant ces deux modes de transport public n'a été enregistré. On peut relever qu'à moyen et long terme, la solution prévoyant la circulation du LEB en site propre (tunnel) résoudra une grande partie des problèmes de sécurité sur l'avenue d'Echallens. Cette variante doit toutefois encore faire l'objet d'études plus approfondies.

En ce qui concerne l'augmentation de la fréquence de passage du LEB, un contrôle détaillé des implications de cette nouvelle situation a été réalisé. A cet égard, c'est la traversée du carrefour de Montétan qui constitue le principal problème. En effet, ce carrefour est déjà actuellement en situation de saturation aux heures de pointe. Cela provient du fait que chaque passage d'un convoi LEB bloque le carrefour pendant 90 secondes, alors que celui d'un convoi de la ligne 9 des tl n'a besoin que de 30 secondes pour le franchir. Cette différence s'explique essentiellement par les contraintes de sécurité liées à la législation ferroviaire imposée au LEB. En doublant la fréquence de passage des convois LEB, la capacité du carrefour de Montétan aux heures de pointe sera dépassée d'environ 20%. Cela signifie d'une part que des files d'attente importantes se formeront sur l'avenue Recordon et sur le chemin de Montétan dans les deux sens de circulation et, d'autre part, que les temps d'attente des piétons désirant traverser ce carrefour seront nettement augmentés. En attendant le remplacement complet du matériel du LEB, qui offrira une très nette amélioration de l'accessibilité et du confort des voyageurs, des mesures immédiates doivent être prises pour améliorer la capacité de ce carrefour en vue de l'augmentation de la fréquence.

Les deux solutions les plus efficaces consistent, d'une part, à rendre obligatoire l'arrêt de Montétan et, d'autre part, à prendre en compte, dans la signalisation lumineuse, le statut du LEB qui, à partir dudit arrêt, devient un tram. Ce mode tram est très efficace puisqu'il permet de traiter un convoi du LEB de

²¹ BCC 2005 / N° 10/I, pp. 9-10

la même manière qu'un véhicule des tl et de supprimer le blocage actuel du carrefour pendant 90 secondes. A noter que ces deux mesures ont également été recommandées suite à une expertise d'un bureau privé mandaté conjointement par le Canton et la Ville.

Un montant de 400'000 francs a été inscrit au plan des investissements avec une première tranche de 300'000 francs pour l'année 2008, afin de couvrir les frais de réalisation des mesures d'amélioration décrites ci-dessus. A noter que le LEB a accepté de participer à hauteur de 50%, cette somme venant en déduction du montant total.

5. Enfance, jeunesse et éducation

5.1 *Pétition des habitants du quartier de Chailly du 12 juillet 1979 demandant la création à Chailly d'une garderie et d'une halte-garderie ainsi que la mise à disposition de locaux pour le centre de loisirs*

5.1.1 *Rappel de la pétition*

Cette pétition demandait la création, dans le quartier de Chailly, d'une garderie et d'une halte-garderie ainsi que la mise à disposition de locaux pour le Centre de loisirs. Dans sa séance du 15 janvier 1980²², le Conseil communal a suivi les conclusions de la Commission des pétitions et décidé de la renvoyer à la Municipalité pour étude et rapport.

5.1.2 *Réponse de la Municipalité*

La Municipalité a répondu positivement à toutes les demandes des pétitionnaires par le biais de deux préavis déjà acceptés par votre Conseil :

- préavis 2003/40²³ prévoyant la création d'un centre de vie infantine (CVE) de 120 places ainsi que d'un APEMS (Accueil pour enfants en milieu scolaire). L'inauguration de ces locaux a eu lieu en automne 2006 ;
- préavis 2006/11 prévoyant la construction d'une maison de quartier à Chailly. Votre Conseil en a accepté les conclusions le 3 octobre 2006. Les travaux ont débuté en février 2007 et la mise à la disposition des habitants du quartier de Chailly est planifiée pour avril 2008. Le programme intègre toutes les activités d'un centre de loisirs ainsi que les surfaces nécessaires pour une halte-jeux.

Dès lors que toutes les demandes sont ou vont être réalisées, la Municipalité considère qu'elle a positivement répondu aux pétitionnaires. Toutefois, compte tenu de l'ancienneté de la pétition et de la visibilité des travaux en cours, elle a renoncé à informer ses auteurs, en dérogation à l'art. 67 RCC.

²² BCC 1979, pp.1072-1073 et BCC 1980, pp. 32 à 38

²³ BCC 2003-04, II, pp. 519 à 541

6. Services industriels

6.1 Motion de M. Fabrice Ghelfi — « Pour un plan lumière en ville de Lausanne. Et si la cathédrale était éclairée à l'énergie solaire ? »

6.1.1 Rappel de la motion

Cette initiative demande à la Municipalité de présenter un « plan lumière » qui devra à la fois mieux mettre en valeur les richesses architecturales de Lausanne durant la nuit tout en utilisant des systèmes d'éclairage économiques et écologiques. Elle demande également que l'énergie qui approvisionnera ces équipements d'éclairage provienne de sources renouvelables. Développée le 28 juin 2005, la motion a été soumise à l'examen d'une commission qui a rapporté le 24 octobre 2006. Après discussion, votre Conseil a suivi la recommandation qui lui était adressée et a renvoyé la motion à la Municipalité, pour étude et rapport²⁴.

6.1.2 Réponse de la Municipalité

La conception de la lumière et de l'éclairage urbain a évolué grâce au développement de technologies nouvelles. Le concept de « plan lumière », tel qu'il est développé par une ville comme Lyon, associe géographie urbaine et sociale, histoire de la ville et éclairage public. Un plan lumière permet de structurer l'espace urbain en fonction d'une vision globale. Il doit souligner les grands axes de la Cité, ses espaces publics et sa richesse architecturale, créer des points de repères essentiels, visibles de différents lieux clairement identifiés et se développer en évitant toute pollution lumineuse intempestive.

La préparation d'un plan lumière demande un important travail d'analyse de la situation existante par des relevés de terrain. Il s'agit de définir les structures urbanistiques qui serviront d'articulations au plan : bâtiments à vocation culturelle, bâtiments historiques, zones marchandes, équipements, écoles, parcs, jardins et promenades, points de vue, etc. A ce relevé doit se superposer celui de l'éclairage public existant qui précisera le type de sources lumineuses, leur implantation ou encore leur état de vétusté. Ce double relevé doit déboucher sur une analyse qualitative de l'éclairage existant et déterminer quelles sont les zones trop ou trop peu éclairées, quelles sont les atmosphères ainsi créées et si elles correspondent à la vocation de la zone, quel est le matériel utilisé et s'il s'intègre harmonieusement dans l'espace qu'il éclaire ou illumine.

Parallèlement, il s'agit de déterminer les « repères essentiels » qui scanderont l'espace urbain, soit de sélectionner par une analyse historique et architecturale les bâtiments qui présentent à la fois un intérêt patrimonial majeur pour la ville et un potentiel en terme d'illumination par leur localisation et leur architecture.

Un plan lumière peut également aider à requalifier ou redonner vie à certains quartiers socialement défavorisés ou peu fréquentés. Dans cette optique, un processus participatif avec les habitants s'avère utile et nécessaire. Un tel plan est aussi propice au renforcement du sentiment de sécurité. Ce type de paramètres demande également une analyse approfondie.

Un plan lumière doit être élaboré globalement. L'illumination des édifices doit se concevoir simultanément avec une optimisation de l'éclairage des espaces urbains qui les accueillent. Il s'agit également d'associer les propriétaires de bâtiments d'intérêt historique et/ou d'hôtels par exemple. L'Etat de Vaud, qui possède un important patrimoine bâti historique, devra également être associé. L'objectif est de construire des ambiances cohérentes et de donner une identité nocturne forte à la ville.

La Municipalité estime que le développement d'un plan lumière pourrait, comme l'indique le motionnaire, renforcer l'attrait touristique de la Ville de Lausanne, souligner sa vocation culturelle tout en revivifiant la vie de certains quartiers et en améliorant le sentiment de sécurité. Un tel plan se conçoit dans la durée et demande des études préparatoires importantes. Par ailleurs, la réalisation complète d'un plan lumière se monte à plusieurs dizaines de millions de francs. Et ce d'autant plus qu'il fera appel à des technologies

²⁴ BCC 2005-2006, I, p. 370-371 et BCC 2006-2007, à paraître

d'éclairage efficaces et économes en énergie qui présentent actuellement un important surcoût à l'investissement. Ce type d'équipements est toutefois rentable à long terme, puisqu'il est plus résistant et consomme nettement moins d'énergie.

La Municipalité a placé sa législation sous le signe de la « Métamorphose ». Ce grand projet va profondément remodeler la géographie urbaine de la ville. Un plan lumière ne peut se concevoir avant que les lignes de force de ce projet soient acceptées ; elles le seront selon un processus dense et complexe, qui associe partenaires politiques, professionnels, associatifs et populaires (cf. rapport-préavis no 2007/19). La mise en service du m2 aura également un impact important sur la vitalité des différentes zones de la ville.

Les Services industriels (SIL) ne disposent pas en interne des compétences nécessaires à l'élaboration d'un plan lumière, qui nécessite notamment des logiciels de simulation particuliers et des tests sur site. Ils sont en revanche compétents pour sa mise en œuvre technique. Toutefois, les ressources de l'unité « éclairage public » étant limitées, les travaux devront en grande partie être sous-traités.

Avec le soutien de bureaux d'éclairagistes, les SIL procèdent depuis 2005 à des expériences d'illumination avec la technologie des diodes électroluminescentes (light-emitting diodes ou LEDs), lors de manifestations comme les fêtes de Noël. En février 2007, les obélisques du Pont Bessières ont été équipés d'un éclairage permanent faisant appel à cette technologie encore en pleine évolution. L'illumination de ce pont sera encore complétée par la réalisation de l'auréole lumineuse qui a remporté le concours d'architecte pour la station « Bessières » du m2.

Les SIL vont poursuivre leurs expériences avec les deux ponts qui enjambent la vallée du Flon, le Grand Pont - particulièrement remarquable architecturalement - et le Pont Chauderon. L'illumination de ces ponts est une manière de souligner la topographie particulière de Lausanne. Un projet pour le Palais de Rumine et la place de la Riponne, intégrant la future station du m2, est également en phase de pré-étude. Le plan lumière devra tenir compte de ces premières réalisations.

Au vu de ce qui précède, la Municipalité sollicite l'octroi d'un crédit d'étude de 200'000 francs qui permettra de poser les bases d'un plan lumière complet et cohérent, d'en déterminer à grands traits les coûts, d'identifier les priorités et d'en tirer un calendrier à long terme dont les étapes incluront la dimension participative. Le plan sera ensuite réalisé par petites touches puisqu'il est d'ores et déjà évident que la Municipalité ne pourra le financer que sur plusieurs décennies.

L'étude sera pilotée par un groupe de travail pluridisciplinaire réunissant des représentants des services concernés intervenant sur l'espace public, soit les services de l'électricité, d'urbanisme, d'architecture, des routes et de la mobilité ainsi que des parcs et promenades.

Concernant le volet énergétique de la motion, la Municipalité examinera parallèlement les solutions envisageables allant dans le sens d'une alimentation à base d'énergies renouvelables ou d'une compensation diurne. Celles-ci, ainsi que les résultats de l'étude du plan lumière, seront présentées à votre Conseil dans un nouveau préavis.

7. Conclusions

Eu égard à ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le rapport-préavis N° 2007/25 de la Municipalité, du 3 mai 2007 ;

où le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire ;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'approuver la réponse apportée à la pétition de M. Carl Kyril Gossweiler « Pour une meilleure transparence et connaissance des coûts » ;
2. d'approuver la réponse apportée à la motion de M. Jean-Christophe Bourquin « Pour un exercice d'assouplissement budgétaire » ;
3. d'approuver la réponse apportée à la motion de Mme Magali Zuercher « Pour une impression plus rationnelle des Bulletins du Conseil communal » ;
4. de prendre acte de la réponse apportée au postulat de Mme Marlène Bérard « Pour un état civil plus proche de ses citoyens » ;
5. d'approuver la réponse apportée à la pétition de M. Olivier Moeschler et consorts demandant le rétablissement de passages pour piétons et la mise en place de mesures d'aménagement et de modération du trafic dans la nouvelle zone 30 du quartier France – Collonges – Maupas – Beaulieu ;
6. d'approuver la réponse apportée à la motion de M. Yves-André Cavin « Pour une sécurité optimale de tous les habitants et usagers de l'avenue d'Echallens » ;
7. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 400'000 francs pour la réalisation des mesures de sécurité au profit des riverains et habitants de l'avenue d'Echallens ;
8. de balancer le compte d'attente, rubrique 4000.581.401, ouvert pour couvrir les frais d'étude, par prélèvement sur le crédit prévu sous chiffre 7 ;
9. d'amortir annuellement les dépenses à raison de 40 000 francs par la rubrique 4201.331 « Amortissement du patrimoine administratif » du budget de la Direction des travaux ;
10. de faire figurer sous la rubrique 4201.390 « Imputations internes » les intérêts relatifs aux dépenses découlant du crédit mentionné sous chiffre 7 ;
11. d'approuver la réponse apportée à la pétition des habitants du quartier de Chailly demandant la création d'une garderie et d'une halte-garderie ainsi que la mise à disposition de locaux pour le centre de loisirs ;
12. d'approuver la réponse apportée à la motion de M. Fabrice Ghelfi — « Pour un plan lumière en ville de Lausanne. Et si la cathédrale était éclairée à l'énergie solaire » ;
13. d'allouer à la Municipalité un crédit de 200 000 francs destiné à financer l'étude permettant d'établir les bases d'un plan lumière pour la Ville de Lausanne.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :
Daniel Brélaz

Le secrétaire :
Philippe Meystre